

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETU&ID_NUMPUBLIE=ETU_056&ID_ARTICLE=ETU_056_0585

Le face-à-face Chine/Japon. Partenaires et rivaux

par Claude MEYER

| SER-SA | Études

2006/12 - Tome 405

ISSN 0014-1941 | pages 585 à 596

Pour citer cet article :

– Meyer C., Le face-à-face Chine/Japon. Partenaires et rivaux, Études 2006/12, Tome 405, p. 585-596.

Distribution électronique Cairn pour SER-SA.

© SER-SA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le face-à-face Chine/Japon

Partenaires et rivaux

■ CLAUDE MEYER

1. Seize millions de Chinois auraient signé par Internet une pétition contre cette candidature (Source : *Quotidien du Peuple*).

AU PRINTEMPS 2005, de violentes manifestations anti-japonaises éclataient dans plusieurs villes chinoises sous le regard impassible de la police. Des milliers de participants voulaient ainsi protester contre la candidature du Japon à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, prétention inacceptable pour l'opinion et les autorités chinoises¹. Paradoxalement, ces incidents sont survenus à un moment où les relations économiques entre les deux pays n'ont jamais été aussi étroites et mutuellement bénéfiques. On assiste ainsi à une intensification spectaculaire des échanges économiques couplée à une extrême détérioration des relations politiques, phénomène inédit dans les relations internationales. La renaissance des nationalismes et le choc des mémoires expliquent en partie cette dégradation, mais sa cause profonde se situe sur un autre plan ; ces partenaires obligés, dont les rapports restent empreints d'une profonde méfiance, sont en réalité rivaux, car une même ambition les anime : la conquête du leadership en Asie.

■ Enseigne l'économie internationale à Sciences Po et à l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.
Actuellement chercheur invité à Chinese University, Hong-Kong

Echanges économiques florissants, mais relations politiques glaciales

Des économies complémentaires et interdépendantes. – L'évolution économique de l'Asie orientale au cours des années 1990 a été marquée par le contraste entre une montée en puissance spectaculaire de la Chine et la longue crise qui a englué le Japon dans la stagnation. L'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001 a entraîné une envolée de son commerce extérieur² et fortement stimulé la croissance : l'Empire du Milieu est désormais la 3^e puissance commerciale et la 4^e économie au monde³. La vigueur de la demande chinoise explique en grande partie la reprise de la croissance japonaise à partir de 2002 : les entreprises nipponnes ont en effet pleinement bénéficié de l'ouverture du marché chinois, et le Japon est désormais le premier fournisseur de la Chine, qui est elle-même son premier partenaire commercial. De surcroît, ces échanges commerciaux sont relativement équilibrés : les exportations du Japon vers la Chine couvrent 75 % de ses importations (et même 110 % si l'on inclut Hong-Kong), alors que ce taux de couverture atteint à peine 25 % dans le cas des Etats-Unis et ne dépasse pas 50 % pour l'Union européenne. Les flux commerciaux entre les deux pays ont doublé entre 2002 et 2005, et cette tendance devrait se poursuivre, tant les deux économies sont complémentaires, du moins à court terme.

Cette complémentarité presque parfaite des échanges sino-japonais résulte du différentiel de développement des deux économies sur le plan technologique. Le Japon exporte vers la Chine des biens à fort contenu technologique et importe des produits de faible valeur ajoutée⁴. La complémentarité des échanges entre les deux pays s'explique ainsi par le jeu de leurs avantages comparatifs – avance technologique d'un côté, coût de la main-d'œuvre de l'autre – qui structure une division du travail mutuellement bénéfique.

Les deux économies sont également interdépendantes à travers les investissements directs des sociétés japonaises implantées en Chine⁵. Cette relation est cependant asymétrique, car la dépendance est plus marquée pour la Chine, tant la rapidité du développement industriel chinois repose sur

2. La valeur des exportations chinoises a doublé entre 2002 et 2005, de 325 à 762 milliards de dollars.

3. En 2005, le PIB atteignait 2 225 milliards de dollars et le revenu par habitant 1 703 \$ (Source : NBS China). En utilisant les parités de pouvoir d'achat, l'économie chinoise se situe au 2^e rang mondial.

4. Dans le cas des produits technologiques, la plupart sont seulement assemblés en Chine à partir de composants fabriqués au Japon ou dans le reste de l'Asie. La valeur ajoutée dégagée en Chine est donc faible.

5. L'investissement direct nippon a plus que doublé depuis 1999 et atteignait au total 53 milliards de dollars en 2005.

6. Les entreprises étrangères réalisent un tiers de la valeur ajoutée totale de l'industrie chinoise et 58 % des exportations.

7. Trente milliards de dollars ont été octroyés par le Japon depuis 1979, soit plus de la moitié de l'APD reçue par la Chine, première bénéficiaire de l'APD japonaise au cours des années 80 et 90.

8. Conformément aux engagements pris par la Chine lors de son adhésion à l'OMC.

l'apport technologique de sociétés étrangères⁶; le Japon est moins tributaire de la conjoncture chinoise, car ses entreprises implantées en Chine pourraient rapatrier une partie de leur production et transférer le reste dans d'autres pays d'Asie si l'évolution des relations politiques le rendait nécessaire. La dépendance de la Chine est également financière à travers l'Aide publique japonaise au développement (APD), dont elle a largement bénéficié⁷. Cette aide devrait prendre fin en 2008, compte tenu du niveau de développement de la Chine, mais l'influence du Japon s'exercera par d'autres canaux: la libéralisation du secteur financier chinois⁸ permettra en effet aux grandes banques nipponnes implantées en Chine d'y jouer un rôle encore plus actif, grâce à une compétitivité sans commune mesure avec celle des banques locales.

La concurrence entre les industries chinoise et japonaise est actuellement très faible sur les marchés d'exportation, mais elle s'intensifiera à mesure que la Chine comblera son retard technologique. Aujourd'hui, c'est dans le domaine stratégique de l'accès aux ressources naturelles que la compétition s'engage: pour les hydrocarbures, par exemple, les deux pays sont déjà en concurrence sur deux dossiers majeurs, le tracé du pipeline acheminant le pétrole sibérien vers la région Asie-Pacifique et les droits d'exploitation en mer de Chine orientale. Concurrentes à moyen terme pour les ressources et les marchés, les deux économies restent pour l'instant très complémentaires et interdépendantes; la coopération ne pourra donc que se renforcer dans les années à venir, à condition que la crise politique n'atteigne pas un point de non-retour.

Le choc des mémoires et la montée des nationalismes. – Le contraste entre partenariat économique et divorce politique est en effet saisissant: les relations entre les deux géants asiatiques se sont très fortement dégradées depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Koizumi en avril 2001, et n'ont sans doute jamais été aussi mauvaises depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1972. Deux raisons principales expliquent cette détérioration: la lecture divergente d'un passé conflictuel et un raidissement très marqué dans l'affirmation des identités nationales respectives.

Le choc des mémoires concerne le passé militariste du Japon et les exactions commises durant sa conquête de l'Asie au cours des années 30 et 40. Tokyo estime s'être excusé clairement, et à plusieurs reprises, des souffrances infligées aux peuples d'Asie. La Chine, au contraire, lui reproche de ne l'avoir fait que du bout des lèvres, alors que les atrocités commises par l'envahisseur japonais auraient justifié une repentance sincère et sans équivoque, notamment pour le massacre de Nankin en 1937. Selon Pékin, ce sont des dérives négationnistes, et non un authentique remords, qui sont à l'œuvre au Japon : pour preuves, l'homologation de certains manuels scolaires révisionnistes et les visites du Premier ministre Koizumi au sanctuaire shintoïste Yasukuni. Ces visites ont déclenché la fureur de la Chine et de la Corée, car ce sanctuaire n'honore pas seulement la mémoire des 2,5 millions de soldats morts pour la patrie depuis 1868, mais aussi celle de quatorze criminels de la Seconde Guerre mondiale. Koizumi a argué qu'il se rendait à Yasukuni pour rendre hommage aux soldats morts au combat et non pour honorer les criminels de guerre. Face à cet entêtement du Premier Ministre japonais, la Chine a refusé toute rencontre au sommet tant que Koizumi serait au pouvoir⁹, et s'est fermement opposée à l'entrée du Japon au Conseil de sécurité de l'ONU comme membre permanent.

Outre cette lecture conflictuelle de l'histoire, la montée des nationalismes nourrit l'animosité et la méfiance entre les deux pays, dont les identités nationales s'affirment de plus en plus en s'opposant. Cet antagonisme découle du nouveau contexte géopolitique en Asie et de leur positionnement international respectif : « ascension pacifique » pour la Chine et aspiration à la « normalisation » pour le Japon.

« L'ascension pacifique¹⁰ » résume les deux objectifs que poursuit Pékin sur les plans économique et stratégique : d'une part, moderniser le pays par un développement économique ambitieux¹¹ ; de l'autre, contribuer à la stabilité régionale et à la paix dans le monde. Au delà de la rhétorique, le Parti communiste chinois sait que sa légitimité et, donc, sa survie dépendent de deux facteurs essentiels : la poursuite d'une forte croissance économique et le maintien de la cohésion sociale, malgré des disparités croissantes de revenus.

9. Quelques brèves rencontres ont cependant eu lieu au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement en marge de réunions internationales.

10. Concept utilisé par des universitaires chinois ; l'expression officielle est « Développement pacifique » telle qu'elle apparaît dans le *Livre Blanc* du 12 décembre 2005.

11. Quadruplement du PIB d'ici vingt ans, avec un taux de croissance moyen de 7 % par an.

Pour renforcer cette cohésion, les autorités instrumentalisent le sentiment national, notamment depuis la tragédie de la place Tian An Men en 1989. L'orgueil national d'une civilisation multimillénaire et le ressentiment des humiliations subies au XIX^e siècle lors des guerres de l'Opium sont largement exploités dans l'éducation « patriotique » de la jeunesse ; plus largement, l'exaltation du sentiment national se nourrit des réussites de l'« économie socialiste de marché », de ses performances technologiques¹², du rôle croissant de la Chine dans les affaires du monde et des symboles de respectabilité internationale tels que les Jeux Olympiques de 2008. L'exploitation de la nippophobie endémique de la population renvoie d'ailleurs au rôle historique joué par le Parti communiste dans l'affirmation de la conscience nationale, notamment par sa lutte contre l'occupant japonais à partir de 1935. La montée du nationalisme chinois se traduit ainsi par un renforcement de l'animosité envers le Japon, car, historiquement, être patriote en Chine impliquait d'être anti-japonais.

Le Japon, pour sa part, veut renforcer sa stature internationale et aspire à devenir un pays « normal », doté d'une capacité de défense à la mesure de sa puissance et des menaces qui pèsent sur sa sécurité ; ce géant économique ne se satisfait plus d'être condamné à un statut de « nain politique » par le pacifisme de sa Constitution et par son traité d'alliance militaire avec les Etats-Unis. Cette alliance demeure la pierre angulaire de son positionnement international ; le redéploiement des forces américaines en Asie implique cependant que le Japon joue un plus grand rôle dans sa propre défense face aux menaces régionales : la Corée du Nord reste la source majeure des inquiétudes japonaises¹³, mais Tokyo est également très préoccupé par les fortes augmentations du budget militaire chinois. De plus, le Japon veut recouvrer l'autonomie de sa politique étrangère par rapport à son protecteur américain : tout en restant un allié fidèle des Etats-Unis, comme il l'a montré après le 11 septembre 2001 et plus récemment en Iraq, il fait preuve d'un multilatéralisme actif en matière de sécurité internationale¹⁴.

Ces évolutions entraînent un virage à droite du monde politique et de l'opinion en ce qui concerne les questions de défense et les relations étrangères, notamment avec la Chine :

12. Notamment les vols habités dans l'espace en 2003 et 2005.

13. Cf. *National Defense Program FY 2005*, 10/12/2004, Tokyo. Sept missiles ont été testés par la Corée du Nord le 5 juillet 2006 ; en 1998, un missile avait même survolé le territoire japonais. L'annonce par Pyongyang d'un essai nucléaire effectué le 9 octobre 2006 ne peut que renforcer les craintes du Japon et mettre à l'épreuve son pacifisme.

14. Opérations de maintien de la paix dans le cadre de l'ONU, notamment. Par ailleurs, le Japon n'hésite pas à se démarquer clairement des positions américaines sur certains dossiers : protocole de Kyoto et TPI, par exemple.

la « normalisation » des moyens de défense n'est plus un sujet tabou pour beaucoup de politiciens nippons, et une majorité de la population est favorable à la révision de l'article 9 de la Constitution, qui n'autorise que des forces d'autodéfense¹⁵. Par ailleurs, l'opinion japonaise, traumatisée par la longue crise des années quatre-vingt-dix et la litanie de commentaires étrangers sur « le déclin du Japon », aspire à retrouver sa fierté nationale et devient plus sensible au discours de la droite nationaliste : dans ce contexte, les reproches incessants de la Chine concernant le passé militariste du pays ne suscitent que lassitude, exaspération ou même réflexes de déni.

Sentiments anti-japonais de l'opinion chinoise, animosité et méfiance des Japonais par rapport à la Chine¹⁶ : au nationalisme chinois, nourri des succès du pays mais aussi de nippophobie, répond désormais un nationalisme japonais décomplexé, qui voudrait recouvrer sur tous les plans les armes de la puissance pour contrer l'influence croissante de la Chine en Asie.

La rivalité sino-japonaise pour le leadership en Asie

En effet, au delà d'un rapport conflictuel au passé et de l'affirmation antagoniste d'identités nationales, c'est en réalité l'affrontement des ambitions qui oppose véritablement les deux pays : l'enjeu essentiel de leurs relations porte sur leur place respective en Asie, car ils ambitionnent l'un et l'autre d'être le leader naturel d'une région en voie d'intégration rapide sur le plan économique. Chacune des deux puissances dominantes dispose de solides atouts pour prétendre à ce leadership, mais aucune ne réunit l'ensemble des conditions nécessaires à une hégémonie incontestable sur les plans économique, diplomatique et militaire. Si la Chine maintenait au rythme actuel son expansion économique, son dynamisme diplomatique et la modernisation de ses forces armées, il est probable que sa domination en Asie serait inéluctable à l'horizon du prochain quart de siècle. Le Japon ne peut se résoudre à un tel retournement dialectique de l'histoire tourmentée qui

15. Sondage de *Yomiuri Shimbun Asahi Shimbun* en avril 2006.

16. Selon un sondage paru le 16/12/2004 dans le *Yomiuri Shimbun*, 71 % des Japonais ne font pas confiance à la Chine.

le lie à l'Empire du Milieu; il espère bien contenir ces ambitions chinoises grâce à son leadership économique et au renforcement de son influence régionale, notamment en matière de sécurité.

Domination économique du Japon. – La domination économique du Japon en Asie est écrasante et son avance sur la Chine perdurera durant les deux ou trois prochaines décennies, compte tenu de la taille des deux économies, mais aussi de leurs atouts et handicaps respectifs.

L'écart entre les économies chinoise et japonaise reste énorme et ne doit pas être masqué par le rythme spectaculaire de la croissance économique chinoise, notamment depuis 1992. Le PIB du Japon pèse trois fois celui de la Chine et représente plus de 60 % de celui de l'Asie orientale¹⁷, tandis que le revenu annuel par habitant dans l'archipel est près de vingt fois supérieur au revenu chinois. Certaines études prévoient que le PIB chinois dépasserait celui du Japon dès 2015 et celui des Etats-Unis vers 2040¹⁸; compte tenu des incertitudes de telles prévisions à long terme et des contraintes qui pèsent sur la croissance chinoise, il est cependant probable qu'il faudra encore deux ou trois décennies pour que la Chine rattrape le niveau de l'économie japonaise.

L'hégémonie économique du Japon en Asie est tout à la fois industrielle, technologique et financière. Sa puissance industrielle est sortie renforcée d'une longue période de crise qui a imposé une profonde restructuration de l'appareil productif et une revitalisation des circuits économiques. L'innovation technologique permanente est au cœur de la compétitivité internationale de l'industrie nipponne, y compris face à la concurrence des nouveaux pays industrialisés d'Asie. Le Japon, déjà leader mondial dans de nombreux secteurs de haute technologie, creuse son avance par un effort soutenu de recherche¹⁹, sa capacité à développer de nouvelles technologies et de nouveaux produits, ainsi que son exceptionnelle maîtrise des méthodes de production. Malgré la crise des années 90, sa puissance financière reste intacte: il reste de loin le premier créancier mondial²⁰, son système financier est assaini, et ses groupes bancaires se situent parmi les premiers au monde.

17. Chine, Japon, Corée du Sud et ASEAN.

18. « *Dreaming With BRICs: The Path to 2050* », Goldman Sachs, Global Economics, paper n° 99, 2003.

19. Les dépenses de recherche et développement représentent au Japon 3,2 % du PIB, contre 2,3 % en moyenne dans l'OCDE et 1,2 % pour la Chine.

20. Son patrimoine net à l'étranger est d'environ 1 600 milliards de dollars.

Sa domination économique s'impose ainsi dans toute l'Asie, dont le développement repose en grande partie sur des technologies et financements japonais; les filiales d'entreprises nipponnes contribuent à structurer la division internationale du travail qui s'établit entre le Japon, la Chine et le reste de l'Asie. Le Japon est le premier investisseur étranger dans la plupart des pays asiatiques, ses banques y disposent d'un vaste réseau et, sur les 150 premières entreprises étrangères implantées dans la zone Asie-Pacifique, près de 120 sont japonaises; l'aide japonaise au développement, qui se situe au 1^{er} ou 2^e rang mondial selon les années, est pour plus de la moitié destinée à l'Asie ²¹. Cette puissance économique a cependant ses limites, et les perspectives de croissance à long terme sont médiocres, compte tenu de plusieurs facteurs: niveau de maturité de l'économie japonaise, endettement très élevé du secteur public, vieillissement rapide de la population, et taille moyenne du marché japonais si on le compare aux grands ensembles régionaux ou à des économies-continentales telles que l'Inde ou la Chine.

Cette dernière, au contraire, pourrait enregistrer une croissance moyenne de 6 à 7 % durant les deux ou trois prochaines décennies. Elle dispose en effet de solides atouts: forte épargne des agents économiques, afflux massif d'investissements étrangers qui stimulent le progrès technologique, importants gisements de main-d'œuvre à bas salaires et donc excellente compétitivité-prix à l'exportation. Il n'est cependant pas certain qu'un tel rythme d'expansion puisse être maintenu sur une durée aussi longue, car de fortes contraintes – internes et externes – pèsent sur la croissance chinoise.

Sur le plan intérieur, les risques les plus importants sont d'ordre social et financier. Le revenu moyen a fortement augmenté en Chine ces vingt-cinq dernières années ²², mais les déséquilibres d'un régime de « croissance extravertie » ont accru les inégalités. Les écarts de revenus ne cessent de se creuser ²³ et les disparités régionales sont énormes ²⁴. De tels déséquilibres ne pourront être corrigés que progressivement et, entre-temps, de fortes tensions sociales pourraient menacer la croissance. Les problèmes financiers sont tout aussi préoccupants: la mise en place d'une véritable protection

21. Le Japon a, de plus, un rôle majeur dans la coordination monétaire et financière en Asie (initiative Miyazawa suite à la crise asiatique de 1997-1998, accords de swaps, marché obligataire asiatique, etc.).

22. Le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté est tombé de plus de 50 % en 1980 à 10 % en 2005.

23. L'indice de Gini, qui mesure l'augmentation des disparités de revenu, est passé de 0,28 en 1980 à 0,42 en 2004.

24. Les provinces côtières, qui représentent seulement 38 % de la population, assurent 64 % de la production, 90 % du commerce extérieur, et absorbent 82 % des investissements étrangers.

sociale sera très coûteuse pour le budget de l'Etat, qui devra de plus soutenir un système financier public fragilisé par les créances douteuses.

Des contraintes d'origine externe pèsent aussi sur l'économie chinoise, qui reste très dépendante de l'étranger, tant pour les ressources naturelles que pour les technologies et les marchés d'exportation. La Chine devra donc sécuriser ses approvisionnements en matières premières; il lui faudra aussi désamorcer les tensions commerciales qui iront croissant avec les Etats-Unis et l'Europe, ce qui risque de ralentir le rythme d'une expansion actuellement soutenue par les exportations et l'investissement. Mais, surtout, elle devra réduire sa dépendance technologique, car ce n'est pas en restant « l'atelier du monde » que la Chine pourra atteindre son objectif de quadruplement du PIB d'ici vingt ans : sa compétitivité internationale devra être fondée non seulement sur le coût du travail, mais aussi de plus en plus sur une montée en gamme technologique²⁵. C'est sur ce plan que la Chine devra pouvoir rivaliser avec le Japon si elle veut remettre en cause la domination économique nipponne en Asie.

25. Le contenu technologique de la production industrielle et des exportations chinoises reste faible; plus de 50 % des technologies utilisées en Chine sont étrangères.

26. Signature d'accords de libre-échange, notamment.

27. Du moins pour ses 22200 km de frontières terrestres, désormais reconnues à 90 %.

28. Le forum de sécurité ARF se réunit dans le cadre de l'ASEAN + 3 (Chine, Japon, Corée du Sud); l'Organisation de coopération de Shanghai regroupe la Chine, la Russie et quatre pays d'Asie centrale.

Rivalités diplomatiques et stratégiques. – Si l'hégémonie économique de l'Empire du Soleil Levant dans la région est incontestable, la Chine dispose, en revanche, de solides atouts sur les plans diplomatique et stratégique: membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et puissance nucléaire, c'est un acteur de poids en matière de coopération et de sécurité régionales. Outre une diplomatie économique très active en Asie²⁶, où elle a résolu l'essentiel de ses conflits territoriaux²⁷, elle joue un rôle-clef dans la crise nord-coréenne et s'implique fortement dans le Forum régional de l'ASEAN sur la sécurité (ARF), ainsi que dans l'Organisation de coopération de Shanghai²⁸ (OCS). Comme pour la politique économique, l'un des buts essentiels de la politique étrangère chinoise est de conforter la légitimité du Parti par le renforcement de la puissance et de l'influence internationales de la République Populaire de Chine. En découlent trois objectifs: réduire l'influence des Etats-Unis en Asie, s'opposer à toute velléité d'indépendance de Taiwan, et empêcher le Japon de s'imposer en Asie comme puissance dominante. En effet,

Pékin éprouve une double crainte en matière de sécurité : l'encerclement de la Chine par les alliés militaires des Etats-Unis dans la région et la possible « émergence du Japon en tant que véritable puissance militaire, avec des capacités d'interventions extérieures et la volonté de devenir une puissance majeure », selon les termes d'un spécialiste chinois des relations sino-japonaises ²⁹.

La politique étrangère nipponne ne justifie sans doute pas ces craintes, du moins à court terme : le Japon est bien ce qu'il prétend être, une puissance pacifiste dont les forces d'autodéfense (FAD) ne sont dotées que d'armes conventionnelles. Son influence internationale repose sur son poids économique et financier : deuxième puissance économique mondiale, membre du G7, premier ou second donateur d'aide publique au développement, il est de surcroît deuxième contributeur au financement de l'ONU. Sa candidature comme membre permanent du Conseil de sécurité lui paraît donc justifiée tant par son influence économique que par son action diplomatique : première démocratie d'Asie, le Japon estime œuvrer activement au maintien de la paix dans les limites de sa Constitution et peser de plus en plus dans la recherche de solutions aux grands problèmes internationaux ³⁰. Sa posture pacifiste est cependant soumise à une double tension, l'aspiration à une « normalisation » et les inquiétudes pour sa sécurité ; ambition nationale et menaces extérieures le conduisent ainsi à redéfinir ses orientations stratégiques. Les 250 000 membres des forces armées japonaises (FAD) semblent peser bien peu face au million et demi de militaires chinois. Cependant, le budget militaire du Japon est de 40 milliards de dollars ³¹ – le 4^e au monde – et il est plus élevé que celui de la Chine, dont le chiffre officiel est de 35 milliards ³². Corps professionnel bien entraîné, les FAD japonaises disposent d'équipements sophistiqués et distancent largement les forces chinoises sur ce plan, dans la marine notamment. Puissance nucléaire civile, le Japon entend rester une puissance militaire conventionnelle aux moyens purement défensifs, du moins dans l'état actuel des équilibres géopolitiques. Il est encore trop tôt pour évaluer la nature exacte du test nucléaire nord-coréen effectué le 9 octobre et ses effets sur la stabilité régionale ; il est clair

29. Wu Jinan, Shanghai Institute for International Studies (lors d'un colloque à Shanghai en septembre 2003).

30. Opérations de maintien de la paix, désarmement, environnement, sida, pauvreté, initiative TICAD en direction de l'Afrique, protocole de Kyoto, TPI, etc.

31. Environ 1 % du PIB, conformément à une règle non écrite, introduite en 1976, qui plafonne à ce niveau les dépenses militaires.

32. Le Pentagone l'estime pour sa part à 81,5 milliards de dollars, soit plus du double.

cependant que les partisans d'une mise en œuvre par le Japon de capacités de frappe préventive seront confortés par cette fuite en avant de Pyongyang, foulant aux pieds les accords antérieurs sur la dénucléarisation de la péninsule. D'ailleurs, un inflexionnement de la politique de défense japonaise dans un sens plus « interventionniste » se dessine déjà à travers des projets récents (satellites espions, bouclier anti-missiles, destroyers porte-hélicoptères); même si la menace nord-coréenne en justifie certains, on peut penser que ces « contre-mesures défensives » seraient aussi fort utiles dans le cas où le Japon, à son corps défendant, serait impliqué aux côtés des Etats-Unis dans un conflit opposant Taiwan et la Chine.

Leader économique de l'Asie, le Japon ne manque donc pas d'atouts sur le plan stratégique pour contrer les ambitions de la Chine. Pourtant, son action diplomatique en Asie est parfois peu lisible: il désire jouer un rôle régional de premier plan, mais oscille entre régionalisme et multilatéralisme, soucieux qu'il est de contourner la méfiance de ses voisins et d'éviter les pièges de la « sphère de coprosperité » des années 30³³.

33. Concept qui justifiait par des motifs économiques l'expansionnisme japonais en Asie du Nord et du Sud-Est.



Partenaires économiques obligés, mais rivaux stratégiques, le Japon et la Chine restent donc divisés par le poids du passé, mais surtout par leurs ambitions et leurs arrière-pensées. Leur avenir s'orientent-ils vers la coopération ou la confrontation? Selon Pékin, la responsabilité du divorce politique incombe au Premier ministre japonais Koizumi et à ses « provocations ». Son successeur Shinzo Abe conduira-t-il une politique plus ouverte et conciliante? Rien n'est moins sûr, car ce protégé de Koizumi a une réputation de « faucon ». Issu du courant le plus à droite du PLD³⁴, c'est un fervent défenseur de l'alliance militaire avec les Etats-Unis, mais il entend bien renforcer la stature internationale du pays et envisage à cet effet une révision de la Constitution pacifiste dans un délai de cinq ans. En Asie, il est partisan d'une politique de fermeté du Japon vis-à-vis de ses voisins asiatiques, mais il a exprimé le souhait d'un rapprochement avec la

34. Parti Libéral Démocrate: parti au pouvoir presque sans interruption depuis l'après-guerre.

Chine; reste alors à espérer que ce rapprochement soit désormais l'une des priorités du nouveau Premier Ministre, dont on souligne par ailleurs le pragmatisme. De ce point de vue, le premier signal qu'il a envoyé sur le plan diplomatique, moins de deux semaines après sa prise de fonction, est plutôt de bon augure: en effet, il a choisi Pékin – et non, comme ses prédécesseurs, Washington – pour sa première visite officielle à l'étranger le 8 octobre dernier. Le Président chinois a qualifié de « tournant positif » dans les relations sino-japonaises cette visite, qui a permis aux deux dirigeants de procéder à un large tour d'horizon: question nord-coréenne, relations économiques, différends territoriaux, divergences d'interprétations historiques, etc. Shinzo Abe a réitéré les regrets du Japon pour les « énormes souffrances » infligées à l'Asie dans le passé, et les deux parties ont affirmé leur désir de promouvoir un partenariat stratégique mutuellement bénéfique.

Aucune des deux puissances dominantes ne peut actuellement prétendre à un leadership à la fois économique et politique en Asie; ce leadership ne peut être que partagé. Un véritable partenariat entre la Chine et le Japon contribuerait grandement à la prospérité et à la stabilité de l'ensemble de la région. L'émergence d'un tel couple sino-japonais est cependant improbable, même dans un climat politique apaisé: une coopération économique plus étroite ne mettra pas fin à leur rivalité stratégique, car les dirigeants de l'Empire du Milieu et ceux de l'Empire du Soleil Levant préféreront sans doute suivre le précepte d'un classique chinois en matière de stratégie: « Considérez vos voisins à la fois comme des amis et comme des ennemis ³⁵. »

35. *Les 36 Stratagèmes*, 24^e stratagème. Cet ouvrage de stratégie militaire, dont l'auteur est inconnu, a vraisemblablement été rédigé sous les Ming (1368-1644).

CLAUDE MEYER

Le 12 octobre 2006